

la teinte de leurs préjugés. Ces préjugés leur faisaient croire que ce n'était pas en escortant pesamment, laborieusement les navires de la nation, en séjournant dans des croisières difficiles pour surprendre ou détruire les bâtimens de l'ennemi, qu'on parvenait à se faire un nom. Ce double devoir fut donc entièrement négligé ou très-mal rempli, d'après l'opinion commune à Brest, qu'un pareil service n'avait rien de noble et ne conduisait à aucune sorte de gloire.

Il faut convenir que ce préjugé est bien bizarre et entièrement contraire à toutes les lois de la société. Quel peut avoir été le but des états en instituant cette force militaire destinée à parcourir les mers ? N'est-ce que pour procurer des grades à ceux qui commandent ou qui servent ? que pour leur donner l'occasion d'exercer une valeur inutile à tout autre qu'à eux-mêmes ? que pour ensanglanter un élément de plus par le carnage et les combats ? Non, sans doute. Les flottes guerrières sont sur l'Océan ce que sont les forteresses et les remparts pour les citoyens des villes, ce que sont les armées nationales pour les provinces exposées aux ravages de l'ennemi. Il est des propriétés attachées au sol ; il en est d'autres créées, transportées par le commerce, et qui sont pour ainsi dire errantes sur l'Océan. Ces deux sortes de propriétés ont besoin de défenseurs. Guerriers, voilà votre fonction. Que dirait-on, si les armées de terre refusaient de protéger contre l'ennemi

l'habitant des villes, le laboureur des campagnes, de repousser l'embrasement qui menace les moissons ? Officiers de marine, vous vous croyez avilis de protéger, d'escorter le commerce ! Mais, si le commerce n'a plus de protecteurs, que deviendront les richesses de l'état, dont vous demandez sans doute une part pour récompense de vos services ? Que deviendront pour vous-mêmes les revenus de vos terres, que le commerce et la circulation des richesses peuvent seuls rendre fécondes ? Vous vous croyez avilis ! Quoi ! avilis en vous rendant utiles à vos concitoyens ! Et que sont tous les ordres de l'état à qui le gouvernement a confié quelque portion de la force publique, sinon des protecteurs, des défenseurs du citoyen et de sa fortune ? Votre poste est sur les mers comme celui du magistrat sur les tribunaux, celui de l'officier et du soldat de terre dans les camps, celui du monarque même sur le trône, où il ne domine de plus haut que pour voir de plus loin, et embrasser d'un coup - d'œil tous ceux qui ont besoin de sa protection et de sa défense. Vous aspirez à la gloire ! Apprenez que la gloire est partout où l'on sert l'état. Apprenez que la gloire de conserver vaut encore mieux que celle de détruire. Dans l'antique Rome, sans doute, on aimait aussi la gloire. Cependant on y préférerait l'honneur d'avoir sauvé un seul citoyen, à l'honneur d'avoir égorgé une foule d'ennemis. Quoi ! ne voyez-vous pas qu'en sauvant les vaisseaux du commerce vous sauvez

la fortune de l'état ? Oui, votre valeur est brillante ; elle est connue de l'Europe comme de votre patrie ; mais qu'importe à vos concitoyens qu'elle se soit montrée dans une occasion d'éclat, qu'elle ait enchaîné un vaisseau ennemi ou couvert de débris et de ruines les vagues de l'Océan, si par votre faute vous avez laissé périr ou enlever tous les navires qui portaient les richesses de votre pays ; si dans ce même port où vous rentrez victorieux une multitude de familles désolées pleurent leur fortune détruite ? A votre abord vous n'entendrez pas les cris de la victoire. Tout sera muet et consterné, et vos exploits ne seront destinés qu'à grossir les relations des cours et ces papiers publics qui, faits pour amuser l'oisiveté, ne donnent la gloire qu'un jour, quand cette gloire n'est pas gravée dans le cœur des citoyens par le souvenir d'une utilité réelle pour la patrie.

Les maximes consacrées à Portsmouth étaient bien opposées. On y sentait, on y respectait la dignité du commerce. On s'y faisait un devoir comme un honneur de le défendre ; et les événemens décidèrent laquelle des deux marines militaires avait des idées plus justes de ses fonctions.

La Grande-Bretagne venait d'éprouver des revers très-humilians dans le Nouveau-Monde. Un ennemi plus puissant la menaçait de plus grands désastres dans l'Ancien. Cette situation alarmante remplissait tous les esprits de défiance et d'incertitude. Les richesses nationales arrivent. Celles

de la puissance rivale en grossissent la masse énorme ; et sur-le-champ le crédit public est ranimé, les espérances renaissent, et ce peuple, qu'on se plaisait à regarder comme abattu, reprend et soutient sa fierté ordinaire.

D'un autre côté les rades de la France se remplissent de gémissemens. Une inaction avilissante et ruineuse y succède à une activité qui leur donnait de l'éclat et les enrichissait. L'indignation des négocians se communique à la nation entière. Les premiers momens de succès sont toujours des momens d'ivresse qui semblent couvrir les fautes et les justifier. Mais le malheur donne plus de sévérité aux jugemens. La nation alors observe de plus près ceux qui la gouvernent, et leur demande compte avec une liberté fière du dépôt de puissance et d'autorité qui leur est confié. On reproche aux conseils de Louis xvi d'avoir blessé la majesté de la première puissance du globe en désavouant à la face de l'univers des secours qu'on ne cessait de donner clandestinement aux Américains. On leur reproche d'avoir, par une intrigue de ministres ou par l'ascendant de quelques agens obscurs, engagé l'état dans une guerre désastreuse, tandis qu'il fallait s'occuper à remonter les ressorts du gouvernement, à guérir les longues plaies d'un règne dont toute la dernière moitié avait été vile et faible, partagée entre les déprédations et la honte, entre la bassesse du vice et les convulsions du despotisme. On leur reproche

d'avoir provoqué les combats par une politique insidieuse, de s'être enveloppés dans des discours indignes de la France, d'avoir employé avec l'Angleterre le langage d'une audace timide qui semble démentir les projets qu'on a formés, les sentimens qu'on a dans son cœur; langage qui ne peut qu'avilir celui qui s'en sert, sans pouvoir tromper celui à qui on l'adresse, et qui déshonore sans que ce déshonneur même puisse être utile ni au ministre ni à l'état. Combien il eût été plus noble de dire avec toute la franchise de la dignité : « Anglais, vous avez abusé de la victoire. « Voici le moment d'être justes, ou ce sera celui de la vengeance. L'Europe est lasse de souffrir des tyrans; elle rentre enfin dans ses droits. « Désormais ou l'égalité ou la guerre. Choisissez! » C'est ainsi que leur eût parlé ce Richelieu que tous les citoyens, il est vrai, doivent haïr, parce qu'il fut un meurtrier sanguinaire, et que, pour être despote, il assassina tous ses ennemis avec la hache des bourreaux; mais que la nation et l'état doivent honorer comme ministre, parce que le premier il avertit la France de sa dignité, et lui donna dans l'Europe le ton qui convenait à sa puissance. C'est ainsi que leur eût parlé ce Louis XIV qui pendant quarante ans sut être digne de son siècle, qui mêla toujours de la grandeur à ses fautes mêmes, et jusque dans l'abaissement et le malheur ne dégrada jamais ni lui ni son peuple. Ah! pour gouverner une grande nation il faut

un grand caractère. Il ne faut point surtout de ces âmes indifférentes et froides par légèreté, pour qui l'autorité absolue n'est qu'un dernier amusement, qui laissent flotter au hasard de grands intérêts, et sont plus occupées à conserver le pouvoir qu'à s'en servir. Pourquoi, demande-t-on encore, pourquoi des hommes qui ont entre leurs mains toute la puissance de l'état, et qui, pour être obéis, n'ont qu'à commander, se sont-ils laissé prévenir sur toutes les mers par un ennemi dont la constitution entraîne des lenteurs nécessaires? Pourquoi s'être mis par un traité inconsidéré dans les fers du congrès qu'on aurait tenu lui-même dans la dépendance par des subsides abondans et réglés? Pourquoi enfin n'avoir pas affermi la révolution en tenant toujours sur les côtes septentrionales du Nouveau-Monde une escadre qui protégeât les colonies et fit en même temps respecter notre alliance? Mais l'Europe, qui a les yeux fixés sur nous, voit un grand dessein et nulles démarches concertées; voit dans nos arsenaux et sur nos ports des préparatifs immenses, et nulle exécution; voit des flottes menaçantes, et cet appareil rendu presque inutile; l'audace et la valeur dans les particuliers, la mollesse et l'irrésolution dans les chefs; tout ce qui annonce d'un côté la force et le pouvoir imposant d'un grand peuple, tout ce qui annonce de l'autre la faiblesse et la lenteur qui tiennent au caractère et aux vues. C'est par cette contradiction frap-

pante entre nos projets et nos démarches, entre nos moyens et l'esprit qui les emploie, que le génie anglais, un moment étonné, a repris sa vigueur; et jusqu'à présent c'est un problème à résoudre pour l'Europe, si, en nous déclarant pour l'Amérique, nous n'avons pas nous-mêmes relevé les forces de l'Angleterre.

Telles sont les plaintes qui retentissent de toute part, et que nous ne craignons pas de rassembler ici et de mettre sous les yeux de l'autorité, si elle daigne les entendre ou les lire.

Enfin la philosophie, dont le premier sentiment est le désir de voir tous les gouvernemens justes et tous les peuples heureux, en portant un coup-d'œil sur cette alliance d'une monarchie avec un peuple qui défend sa liberté, en cherche le motif. Elle voit trop que le bonheur de l'humanité n'y a point de part. Elle pense que, si l'amour de la justice eût décidé la cour de Versailles, elle aurait arrêté dans le premier article de sa convention avec l'Amérique *que tous les peuples opprimés avaient le droit de s'élever contre leurs oppresseurs*. Mais cette maxime, qui forme une des lois de l'Angleterre; dont un roi de Hongrie, en montant sur le trône, osa faire une des constitutions de l'état; qu'un des plus grands princes qui aient régné sur le monde, Trajan, adopta lorsqu'en présence du peuple romain assemblé il dit au premier officier de l'empire, *je te remets cette épée pour me défendre si je suis juste, pour me com-*

battre et me punir si je deviens tyran: cette maxime est trop étrangère à nos gouvernemens faibles et corrompus, où le devoir est de souffrir, et où l'opprimé doit craindre de sentir son malheur, de peur d'en être puni comme d'un crime.

Mais c'est surtout contre l'Espagne que sont dirigées les plaintes les plus amères. On la blâme de son aveuglement, de ses incertitudes, de ses lenteurs, quelquefois même de son infidélité: accusations toutes mal fondées.

En voyant la France s'engager sans nécessité dans une guerre maritime, quelques politiques imaginèrent que cette couronne se croyait assez puissante pour diviser le domaine britannique sans partager avec un allié l'honneur de cette importante révolution. On n'examinera pas si l'esprit qui régnait dans le cabinet de Versailles autorisait cette conjecture. Il est aujourd'hui connu que cette couronne qui, depuis le commencement des troubles, avait donné des secours secrets aux Américains, épiait le moment propice pour se déclarer ouvertement en leur faveur. L'événement de Saratoga lui parut la circonstance la plus favorable pour proposer au roi catholique de faire cause commune avec elle. Soit que ce prince jugeât alors la liberté des États-Unis contraire à ses intérêts, soit que la résolution lui parût précipitée, soit enfin que d'autres objets politiques exigeassent toute son attention, il se refusa à cette ouverture. Son caractère dispensait de toute sollicitation nou-

velle. Depuis les premières tentatives on l'occupasi peu de cette grande affaire, que ce fut sans l'en prévenir que la cour de Versailles fit signifier à Saint-James qu'elle avait reconnu l'indépendance des provinces confédérées.

Cependant les forces de terre et de mer que l'Espagne employait dans le Brésil contre les Portugais étaient revenues. La riche flotte qu'elle attendait du Mexique était entrée dans ses ports. Les trésors qui lui arrivaient du Pérou et de ses autres possessions étaient à couvert. Cette puissance était libre de toute inquiétude et maîtresse de ses mouvemens lorsqu'elle aspira à la gloire de pacifier les deux hémisphères. Sa médiation fut acceptée, et par la France, dont la hardiesse n'avait pas les suites heureuses qu'elle s'en était promises, et par l'Angleterre, qui pouvait craindre d'avoir un nouvel adversaire à combattre.

XLVII.
L'Espagne
n'ayant pas
réussi à
réconcilier
l'Angleterre
et la France,
se déclare
pour cette
dernière
puissance.

Charles III soutint avec dignité le beau rôle dont il s'était chargé. Il prononça qu'on mettrait bas les armes, que chacune des parties belligérantes serait maintenue dans les terres qu'elle occuperait à l'époque de la convention, qu'on formerait un congrès où seraient discutées les prétentions diverses, et qu'on ne pourrait s'attaquer de nouveau qu'après s'être averti un an d'avance.

Ce monarque ne se dissimulait pas que cet arrangement donnait à la Grande-Bretagne la facilité de se réconcilier avec ses colonies, ou du moins de leur faire acheter par de grands avantages pour

son commerce le sacrifice des ports qu'elle occupait au milieu d'elles. Il ne se dissimulait pas qu'il blessait la dignité du roi son neveu, qui s'était engagé à maintenir les États-Unis dans l'intégrité de leur territoire. Mais il voulait être juste; et, sans l'oubli de toutes les considérations personnelles, on ne l'est point.

Ce plan de conciliation déplut à Versailles; et l'on n'y fut un peu rassuré que par l'espoir qu'il serait rejeté à Londres. C'est ce qui arriva. L'Angleterre ne put se déterminer à reconnaître les Américains indépendans de fait, quoiqu'ils ne fussent pas appelés aux conférences qui allaient s'ouvrir; quoique la France ne pût pas négocier pour eux; quoique leurs intérêts dussent être uniquement soutenus par un médiateur qui ne leur était attaché par aucun traité, et qui peut-être au fond de son cœur n'en désirait pas la prospérité; quoique son refus la menaçât d'un ennemi de plus.

C'est dans une circonstance pareille, c'est lorsque la fierté élève les âmes au-dessus de la terreur qu'on ne voit rien de plus à redouter que la honte de recevoir la loi, et qu'on ne balance pas à choisir entre la ruine et le déshonneur: c'est alors que la grandeur d'une nation se déploie. J'avoue toutefois que les hommes accoutumés à juger des choses par l'événement traitent les grandes et périlleuses révolutions d'héroïsme ou de folie, selon le bon ou le mauvais succès